

NATIONAL CAPITAL COMMISSION
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LES TROIS MOIS

CLOS LE 30 JUIN 2026

Canada



TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion et analyse.....	3
A. Analyse des résultats d'une année à l'autre.....	3
B. Analyse budgétaire.....	5
C. Utilisation des crédits parlementaires.....	6
D. Dépenses d'immobilisations corporelles.....	7
E. Sommaire de l'état de la situation financière.....	8
F. Risques et stratégies d'atténuation.....	9
G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes.....	10
Déclaration de responsabilité de la direction.....	11
État de la situation financière.....	12
État des résultats et de l'excédent accumulé.....	13
État de la variation des actifs financiers nets.....	14
État des flux de trésorerie.....	15
Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....	16

RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES TROIS MOIS CLOS LE 30 JUIN 2026

Les résultats financiers pour la période de trois mois clos le 30 juin 2026 ont résulté en un excédent de 38,4 M\$. Cet excédent découle principalement d'un écart temporel entre les crédits parlementaires reçus pour les dépenses en capital et l'amortissement des immobilisations corporelles (22,8 M\$), ainsi que dans la réception des crédits de fonctionnement (11,3 M\$). L'excédent a également été accru par un gain de 4,8 M\$ réalisé lors de la cession d'immobilisations corporelles.

A. Analyse des résultats d'une année à l'autre

Les revenus ont augmenté de 3,4 M\$, soit 26,6 % par rapport à la même période de l'année précédente, principalement en raison des éléments suivants :

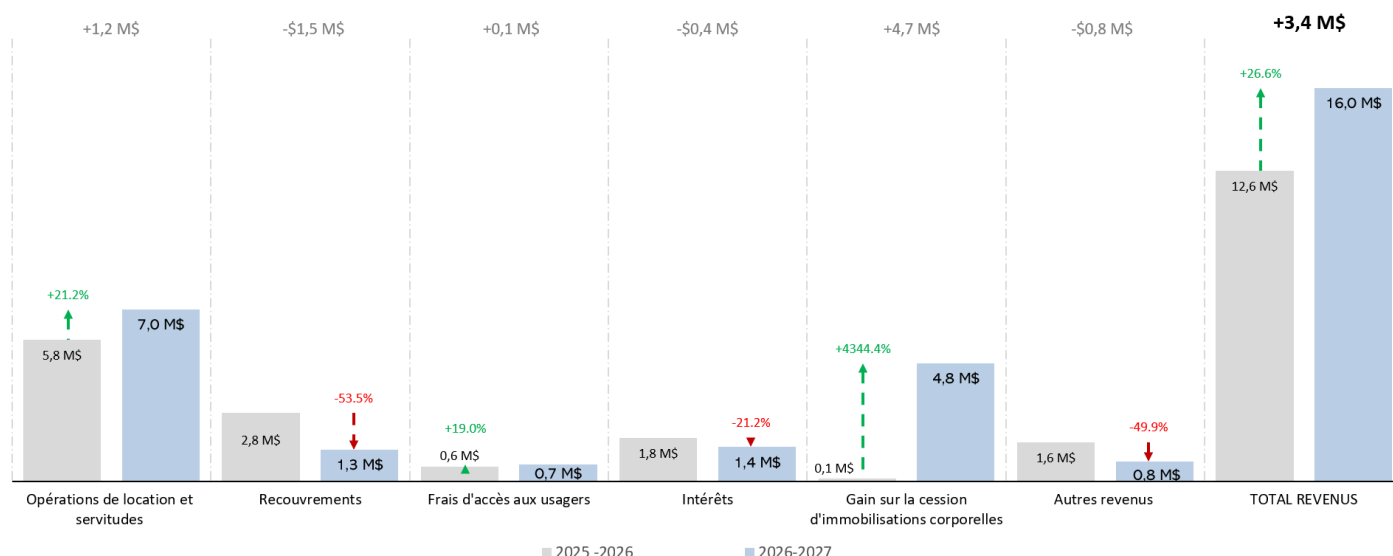
- Augmentation du gain sur la cession d'immobilisations corporelles de 4,7 M\$ par rapport à 0,1 M\$;
- Augmentation des revenus liés aux opérations de location et servitudes de 1,2 M\$, ou 21,2 %, pour atteindre 7,0 M\$;
- Augmentation des frais d'accès aux usagers de 0,1M\$, ou 19,0 %, pour atteindre 0,7 M\$.

Ces augmentations sont partiellement contrebalancées par :

- Une diminution des recouvrements de 1,5 M\$, ou 53,5 %, pour atteindre 1,3 M\$;
- Une diminution des autres revenus de 0,8 M\$, ou 49,9 %, pour atteindre 0,8 M\$.
- Une diminution des revenus d'intérêts de 0,4 M\$, ou 21,2 %, pour atteindre 1,4 M\$.

Le graphique suivant présente les revenus par catégorie comparativement à l'année précédente :

Revenus par catégorie (en M\$)



Les charges d'exploitation ont baissé de 1,1 M\$, ou 2,6%, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats par programme sont les suivants :

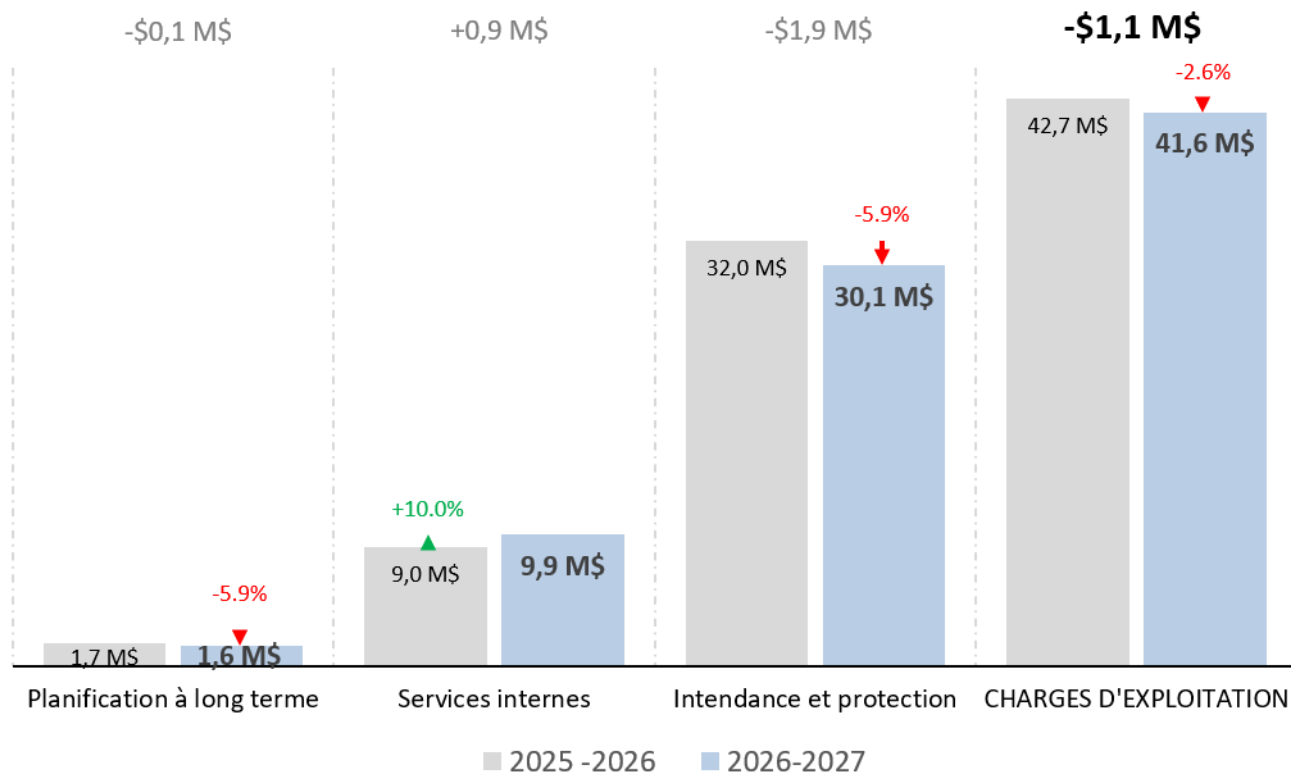
- L'intendance et protection a baissé de 1,9 M\$, ou 5,9%, pour atteindre 30,1 M\$;
- La planification à long terme a diminué de 0,1 M\$, ou 5,9% pour atteindre 1,6 M\$.

Ces baisses ont été partiellement contrebalancées par :

- Une hausse des services internes de 0,9 M\$, ou 10,0 %, pour atteindre 9,9 M\$.

Le graphique suivant présente les dépenses par catégorie comparativement à l'année précédente :

Dépenses par catégorie (en M\$)



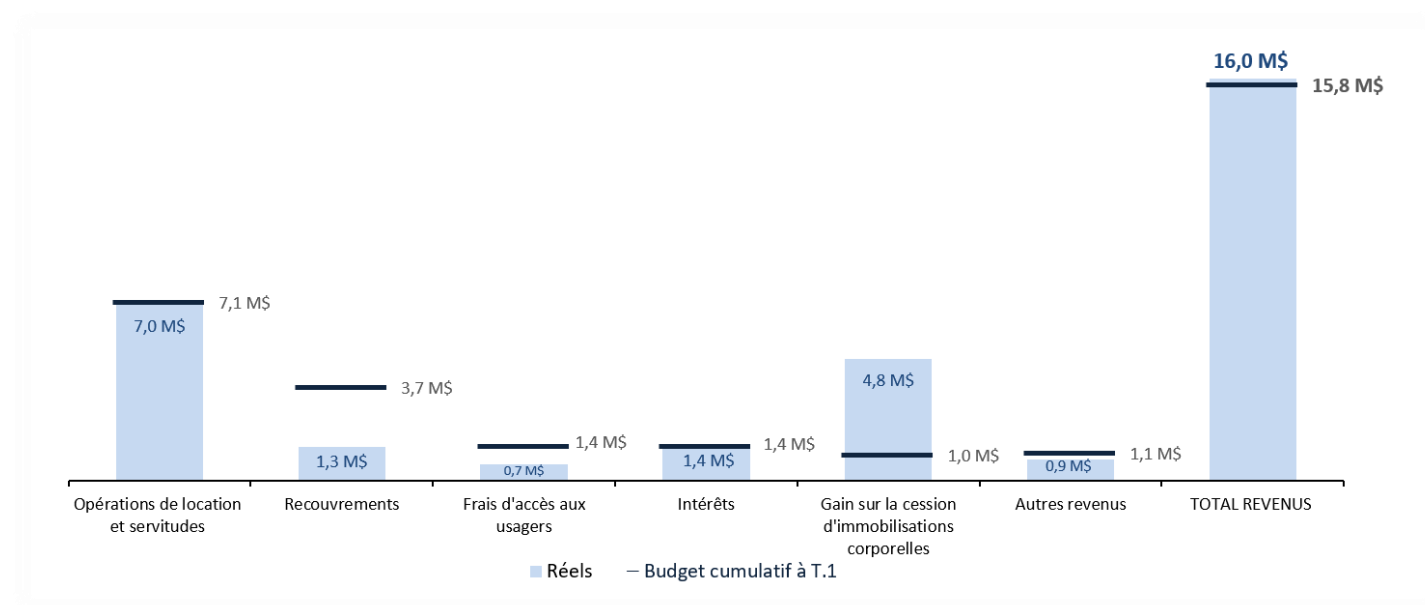
Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires a augmenté de 16,3 M\$ comparativement à la même période l'an dernier, s'établissant à 64,0 M\$. Les résultats pour les principales catégories de crédits parlementaires sont comme suit :

- Les crédits pour les charges d'exploitation ont augmenté de 12,6 M\$, ou 58,9%, pour atteindre 34,0 M\$;
- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont augmenté de 3,7 M\$, ou 14,1%, pour atteindre 30,0 M\$;

B. Analyse budgétaire

Les revenus totaux au 30 juin 2026 s'élèvent à 16,0 M\$, légèrement au-dessus du budget établi à 15,8 M\$. Seul le gain sur la cession d'immobilisations corporelles dépasse le budget, tandis que les revenus provenant des opérations de location et des servitudes, des recouvrements, des frais d'accès aux usagers et des autres revenus sont inférieurs au budget. Les revenus d'intérêts sont demeurés conformes au budget.

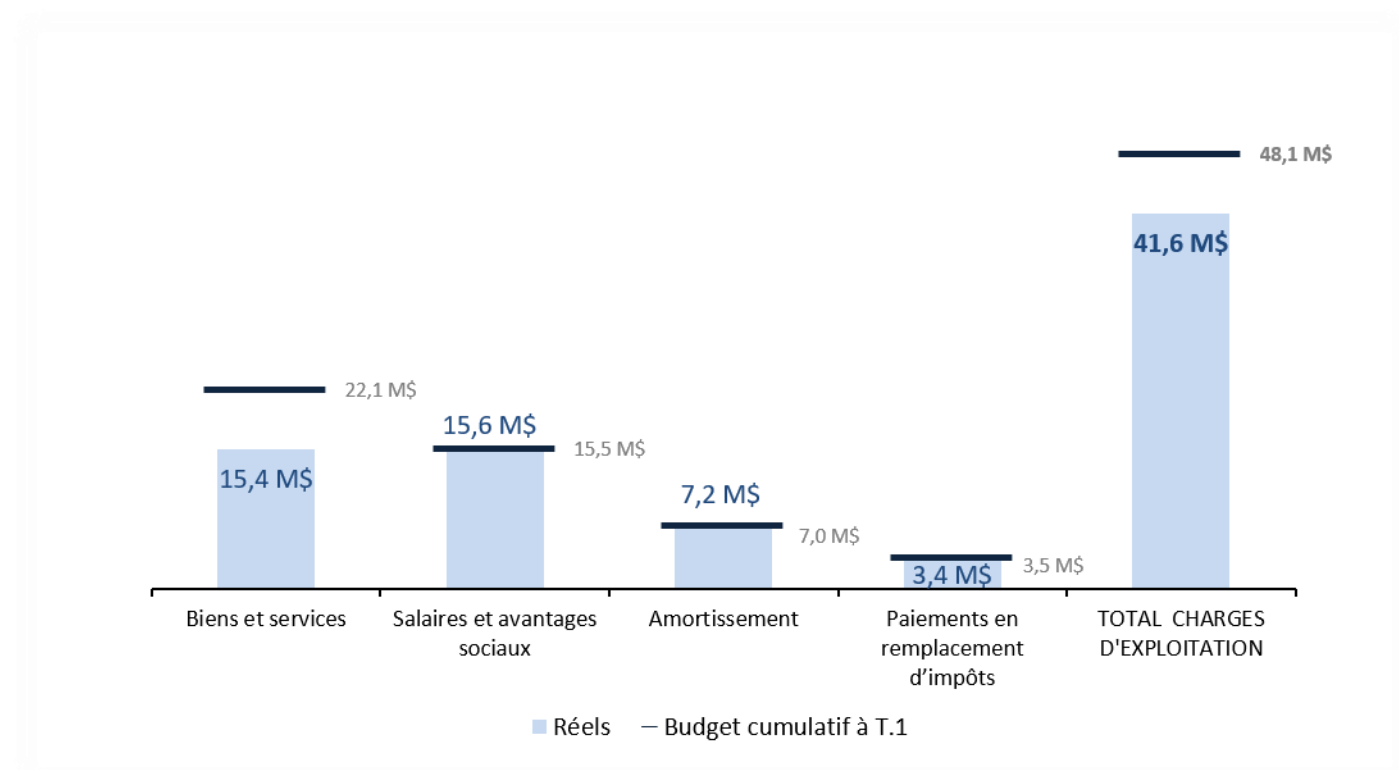
Revenus par type – Réels vs budget cumulatif à T.1 (en M\$)



Le budget des revenus pour l'exercice 2026-2027 comprend plusieurs éléments non-récurrents, y compris les gains sur la cession d'immobilisations corporelles, les recouvrements liés aux initiatives des ponts interprovinciaux et aux commémorations, ainsi que les autres revenus (incluant les contributions). À la fin du premier trimestre, un total de 6,6 M\$ ont été comptabilisés en ce qui concerne ces items, ce qui représente 30,2% du budget annuel des revenus non-récurrents.

Le tableau suivant fournit les détails des charges d'exploitation cumulatives de 41,6 M\$ en date du premier trimestre comparativement au budget de 48,1 M\$. L'écart favorable de 6,5 M\$ par rapport au budget s'explique principalement par des dépenses en biens et services inférieures aux prévisions (6,7 M\$) et par des paiements versés en remplacement d'impôts moins élevés que prévu (0,2 M\$), partiellement compensés par une charge d'amortissement plus élevée que prévu (0,2 M\$), tandis que les salaires et avantages sociaux demeurent conformes au budget.

Charges d'exploitation– Réels vs budget cumulatif à T.1 (en M\$)



C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement de différentes sources: les crédits parlementaires, les opérations de location et servitudes, les frais d'accès aux usagers, les recouvrements, les revenus d'investissements, les gains sur la cession d'immobilisations corporelles et les autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie à Services publics et Approvisionnement Canada. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas pertinente.

La CCN a comptabilisé 64,0 M\$, ou 38,6 % de son financement annuel en crédits parlementaires prévu pour la période terminée le 30 juin 2026.

D. Dépenses d'immobilisations corporelles

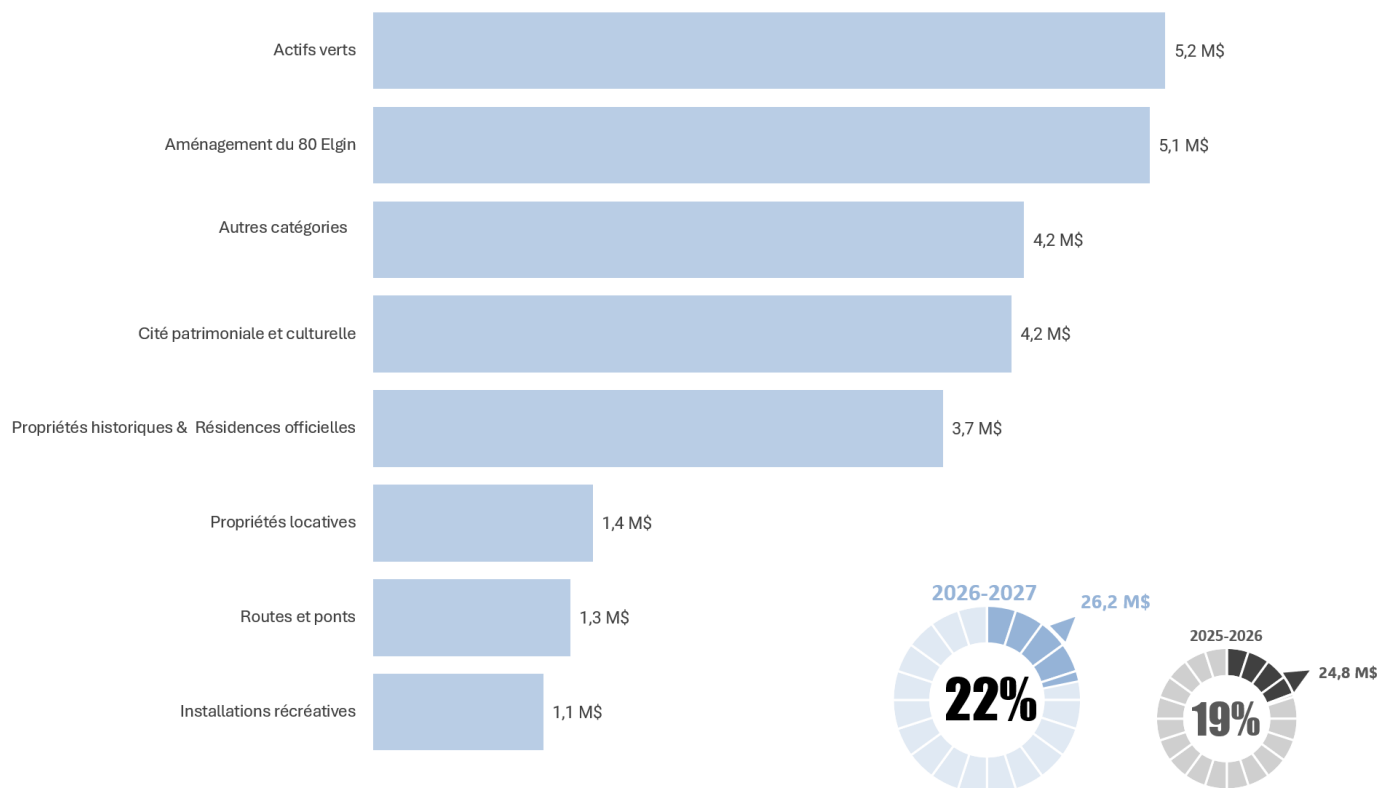
Les dépenses en immobilisations reflètent la poursuite des investissements de la CCN dans ses infrastructures, son portefeuille immobilier et ses actifs afin de soutenir la réalisation de son mandat. Ces investissements sont principalement consacrés à des projets de renouvellement et de préservation des actifs, ainsi qu'à la mise en œuvre des initiatives d'immobilisations prévues, conformément aux projets approuvés figurant dans le Sommaire du plan d'entreprise de la CCN de 2026-2027 à 2030-2031.

Le tableau suivant présente les dépenses en immobilisations par principale catégorie d'investissement et met en évidence les projets les plus importants réalisés au cours de la période.

Pour les trois mois clos le 30 juin 2026 (K \$)	Réels
Routes et ponts Promenade de la Gatineau, pont d'étagement du Chemin de fer Canadien Pacifique, ponts jumelés de l'avenue New Orchard	1 286
Propriétés historiques Résidences officielles, cour Clarendon	3 713
Propriétés locatives	1 433
Mise en valeur de propriétés Réaménagement des plaines LeBreton	125
Cité patrimoniale et culturelle	4 160
Actifs verts Système d'éclairage le long du canal Rideau, arrêts de navettes au parc de la Gatineau, sentier de la Rivière-des-Outaouais, pavillon Rockcliffe	5 162
Installations récréatives Camping du lac Philippe	1 110
Équipements	1 020
Aménagement du 80 Elgin	5 059
Autres Salaires	3 097
Totaux Réels T1 2026-2027	26 165
Totaux Réels T1 2025-2026	24 841
Variance	1 324
Budget 2026-2027	119 999
% Budget	22%
% réels + engagements (financé par le budget annuel et les reports)	73%

Le graphique suivant présente les dépenses en immobilisations par principale catégorie d'investissement, ainsi qu'une comparaison avec les dépenses prévues au budget et les résultats de l'exercice précédent.

Investissements par principales catégories de dépenses en immobilisations (en M\$)



E. Sommaire de l'état de la situation financière

Au 30 juin 2026, les actifs financiers s'élevaient à 249,4 M\$, soit une augmentation de 15,8 M\$, ou 6,8 %, par rapport à 233,6 M\$ au 31 mars 2026. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse de 41,4 M\$ des créances en raison des crédits parlementaires à recevoir au 30 juin, partiellement contrebalancée par une diminution de 25,9 M\$ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de trésorerie et équivalents de trésorerie affectés.

Les passifs ont totalisé 237,0 M\$ au 30 juin 2026, soit une baisse de 1,1 M\$ ou 0,5% par rapport à 238,1 M\$ au 31 mars 2026. Cette diminution est principalement attribuable à une baisse de 5,1 M\$ des autres passifs et de 0,4 M\$ des avantages sociaux futurs, partiellement compensée par une augmentation de 3,2 M\$ des revenus reportés et de 1,2 M\$ de la provision pour assainissement environnemental.

Les actifs non financiers se chiffraient à 1 183,2 M\$ au 30 juin 2026, une augmentation de 21,4 M\$ ou 1,8 % par rapport à 1 161,8 M\$ au 31 mars 2026, reflétant principalement l'augmentation des immobilisations corporelles, nettes de l'amortissement en raison de l'avancement des projets en immobilisations.

F. Risques et stratégies d'atténuation

La CCN identifie, gère et atténue les risques auxquels elle est exposée en adoptant un cadre intégré de gestion, qu'elle applique à la prise de décisions stratégiques, à la planification opérationnelle et à la gestion de projets. La gestion des risques d'entreprise s'intègre au cycle de planification et de reddition de comptes de la CCN par le truchement d'un exercice visant à établir son profil de risque. Cet exercice aide la société d'État à identifier ses principaux risques d'entreprise ainsi que les mesures d'atténuation correspondantes pour la période de planification. Ces risques d'entreprise sont suivis de près tout au long de l'exercice, et il est rendu compte au conseil d'administration, tous les trimestres, des tendances en la matière et de l'efficacité des mesures d'atténuation.

La CCN cherche constamment à améliorer son cadre de gestion des risques et à mettre à profit une information plus complète sur les risques pour prendre des décisions. Elle peut ainsi prendre des mesures adéquates pour mettre en œuvre les stratégies d'atténuation nécessaires et conserver sa résilience.

Principaux risques et mesures d'atténuation

En date du 30 juin 2026, la CCN a cerné trois principaux risques d'entreprises qui dépassent sa tolérance au risque:

1. Gestion des actifs : Depuis 2018-2019, la CCN a fait d'importants investissements en immobilisations pour répondre aux besoins critiques et la détérioration de ses actifs, grâce au financement fournis par le gouvernement du Canada, qui s'efforce de surmonter les impacts des décennies précédentes de sous-investissement. Parallèlement, la société met en œuvre des mesures continues pour améliorer ses processus, ses systèmes et ses pratiques en matière de gestion des actifs et de planification des investissements. Il y a un risque que le manque d'intégration uniforme de la planification du portefeuille, de l'affectation des ressources et de l'exécution des projets limite la capacité de la CCN de gérer efficacement les risques liés à la détérioration des actifs et à faire valoir la nécessité d'augmentations de financement.

Afin d'atténuer ce risque, la CCN poursuivra la mise en œuvre d'un programme d'inspection cyclique tout en élaborant une feuille de route fondée sur les risques et le niveau de priorité des actifs, permettant d'adapter les efforts d'inspection de manière à optimiser les résultats du programme et à renforcer le soutien à l'élaboration de plans à l'échelle des portefeuilles.

La CCN établira et appliquera également des normes de gouvernance des données à l'échelle de l'organisation afin de soutenir la planification des portefeuilles et la prise de décisions fondées sur des données probantes. Elle tirera parti des données disponibles sur les actifs et les finances pour élaborer des plans de portefeuille et continuera de s'attaquer à l'entretien différé en priorisant systématiquement les projets selon les critères du Plan d'immobilisations pluriannuel, pendant l'élaboration des plans à l'échelle des portefeuilles.

Enfin, la CCN planifiera et mettra en œuvre le remplacement des systèmes intégrés de gestion financière et de gestion des actifs afin de répondre aux besoins des utilisateurs. Conformément au Processus de gestion de projet, elle établira également des approches visant à intégrer les données relatives à l'exécution des projets aux premières étapes de la planification et de l'établissement des priorités.

2. Pouvoirs : Les pouvoirs de la CCN conférés par la loi sont demeurés en grande partie inchangés depuis sa création en 1959. Les lacunes au sein de ces pouvoirs présentent des défis pour la CCN dans ses efforts de conservation et de protection des actifs bâtis et naturels, et pour effectuer des transactions immobilières en termes modernes, à l'appui de son mandat. Il y a un risque que les pouvoirs limités de la société nuisent à l'exécution du mandat de la CCN et à sa capacité d'influencer les parties prenantes externes.

Pour atténuer ce risque, la CCN a l'intention de continuer à collaborer avec les partenaires gouvernementaux et à les soutenir dans la mise en place de solutions visant à accroître ses pouvoirs législatifs et réglementaires. La société exercera les pouvoirs existants afin de s'acquitter efficacement de son mandat dans le cadre législatif actuel et en appui aux directives gouvernementales.

3. Changements climatiques : L'impact du changement climatique et des événements météorologiques connexes sur les actifs bâtis et naturels, les opérations et les programmes, ainsi que les ressources financières et non financières, pourrait nuire à la capacité de la CCN de remplir son mandat.

Afin d'atténuer ce risque, la CCN met en œuvre son Plan d'Adaptation Climatiques et élaborera un plan visant à prioriser les principales mesures permettant d'intégrer les risques et les occasions liés aux changements climatiques dans la planification stratégique et la prise de décisions. De plus, la CCN évaluera et déterminera les risques et les opportunités liés aux changements climatiques pour ses projets et ses opérations afin de soutenir des investissements en immobilisations éclairés et efficaces.

G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes

Au cours de l'exercice 2026-2027, la CCN a procédé à une restructuration organisationnelle qui a donné lieu à la création de la Direction de gestion des services généraux. Cette nouvelle direction regroupe les fonctions des ressources humaines et de la gestion du milieu de travail, avec celles de l'ancienne Direction des services corporatifs.

États financiers non audités

Pour les trois mois clos le 30 juin 2026

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'États, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,

La Directrice, Finances et
Cheffe des services financiers par intérim,



Tobi Nussbaum



Nancy Bilodeau, CPA

Ottawa, Canada
Le 25 août 2026

COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)
(en milliers de dollars)

	30 juin 2026	31 mars 2026
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	136 195	156 926
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés (note 4)	9 958	15 080
Créances	84 992	43 544
Prêts à recevoir	6 906	6 756
Placements (note 3)	11 380	11 283
	249 431	233 589
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer	45 769	45 747
Provision pour assainissement environnemental	98 923	97 677
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	26 059	26 059
Revenus reportés (note 5)	46 781	43 614
Avantages sociaux futurs	8 580	8 990
Autres passifs	10 914	16 035
	237 026	238 122
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	12 405	(4 533)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 6)	1 176 050	1 156 009
Frais payés d'avance	5 646	4 232
Autres actifs non financiers	1 534	1 534
	1 183 230	1 161 775
EXCÉDENT ACCUMULÉ	1 195 635	1 157 242

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration

La présidente du conseil d'administration,



Maryse Gaudreault

La présidente du comité d'audit,



Tanya Gracie

COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)
Pour les trois mois clos le 30 juin (en milliers de dollars)

	2026-2027	2026	2025
	Budget annuel	Réel	Réel
	(note 2)		
REVENUS			
Opérations de location et servitudes	28 472	6 993	5 775
Recouvrements	14 885	1 333	2 795
Frais d'accès aux usagers	5 612	656	588
Intérêts	5 572	1 354	1 776
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	4 130	4 844	108
Autres revenus	4 421	853	1 598
	63 092	16 033	12 640
CHARGES (note 7)			
Planification à long terme	20 360	1 634	1 747
Intendance et protection	135 861	30 069	31 927
Services internes	36 378	9 889	9 041
	192 599	41 592	42 715
Déficit avant le financement du gouvernement du Canada	(129 507)	(25 559)	(30 075)
Financement du gouvernement du Canada			
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	90 426	33 953	21 371
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 8)	75 177	29 999	26 366
	165 603	63 952	47 737
Excédent de la période	36 096	38 393	17 662
Excédent accumulé au début de la période	1 167 096	1 157 242	1 068 023
Excédent accumulé à la fin de la période	1 203 192	1 195 635	1 085 685

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)

Pour les trois mois clos le 30 juin (en milliers de dollars)

	2026-2027	2026	2025
	Budget annuel	Réel	Réel
	(note 2)		
Excédent de la période	36 096	38 393	17 662
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 6)	(117 116)	(27 275)	(24 890)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	27 982	7 218	6 565
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	(4 130)	(4 844)	(108)
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	9	-
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	5 900	4 851	108
	(87 364)	(20 041)	(18 325)
Variation des frais payés d'avance	-	(1 414)	(2 931)
	-	(1 414)	(2 931)
Augmentation (diminution) des actifs financiers nets	(51 268)	16 938	(3 594)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de la période	15 131	(4 533)	20 240
Actifs financiers nets à la fin de la période	(36 137)	12 405	16 646

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)
Pour les trois mois clos le 30 juin (en milliers de dollars)

	2026	2025
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires		
pour les charges d'exploitation	4 463	32 143
Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes	7 147	5 473
Rentrées de fonds provenant des recouvrements, frais d'accès aux usagers et autres revenus	7 265	6 942
Palements aux fournisseurs	(23 423)	(22 478)
Palements aux employés	(16 506)	(17 914)
Intérêts reçus	1 485	1 482
Déboursés relatifs à la gestion et à l'assainissement de sites	(83)	(68)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(19 652)	5 580
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour		
les immobilisations corporelles	16 450	20 951
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles	(22 011)	(17 691)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	108
Rentrées de fonds pour cessions futures de terrains	-	1 693
Déboursés pour l'assainissement environnemental	(77)	(76)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement en immobilisations	(5 638)	4 985
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Rentrées de fonds pour le Fonds « Chambers Building »	57	67
Octroi de prêts à recevoir	(218)	-
Rentrées de fonds provenant de remboursements de prêts à recevoir	68	-
Acquisition de placements	(1 217)	(726)
Encaissement de placements	747	667
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de placement	(563)	8
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(25 853)	10 573
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	172 006	171 258
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	146 153	181 831
Représentés par :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	136 195	167 024
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés	9 958	14 807
	146 153	181 831

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2026 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la Loi sur la capitale nationale (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et n'est pas assujettie à la Loi de l'impôt sur le revenu. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la Loi sur la capitale nationale (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. La CCN encourage la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En juillet 2015, la société d'État a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN satisfait aux exigences de cette instruction depuis 2015-2016.

En janvier 2026, la société a reçu une instruction (C.P. 2026-0010) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour se conformer à la politique d'approvisionnement « Achetez canadien » afin d'aligner ses politiques, lignes directrices et pratiques sur le Cadre stratégique de la politique d'approvisionnement « Achetez canadien » et les instruments de politique publiés aux termes de l'article 6 de ce cadre, avec leurs modifications successives, d'une manière conforme à son mandat respectif; et de rendre compte de la mise en œuvre de la présente instruction dans son prochain plan d'entreprise. La CCN satisfait aux exigences de cette instruction depuis janvier 2026.

2. Conventions comptables importantes

MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2026 qui détaillent les normes comptables applicables.

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers trimestriels sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels les plus récents.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2026 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées au titre d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date de clôture ainsi que sur les montants présentés au titre de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles, la provision pour assainissement environnemental, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les avantages sociaux futurs, la réduction de valeur des immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites.

Les résultats réels peuvent différer de façon significative des estimations de la direction.

Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2026-2027, présentées dans le *Plan d'entreprise 2026-2027 à 2030-2031*, qui doivent encore être approuvées par le gouvernement, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

A. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 30 juin 2026, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 136,2 millions de dollars (156,9 millions au 31 mars 2026) d'encaisse, investis à un taux d'intérêt moyen pondéré de 2,9 % (3,1 % au 31 mars 2026).

B. PLACEMENTS

Au 30 juin 2026, les placements de portefeuille incluent des titres de gouvernements provinciaux totalisant 11,4 millions de dollars (11,3 millions au 31 mars 2026) investis à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 3,2 % (3,0 % au 31 mars 2026).

	30 juin 2026		31 mars 2026	
	Coût amorti	Cours du marché	Coût amorti	Cours du marché
Gouvernements provinciaux	11 380	11 355	11 283	11 174
	11 380	11 355	11 283	11 174

C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 30 juin 2026, parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie, 101,5 millions de dollars (97,0 millions au 31 mars 2026) étaient inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est désignée à l'interne et réservée à un usage particulier.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2026 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés

La trésorerie et équivalents de trésorerie affectés sont composés des éléments suivants :

	30 juin 2026	31 mars 2026
Fonds « Chambers Building »	8 724	8 667
Dépôt pour cessions futures de terrains	1 016	5 866
Train léger sur rail	218	547
	9 958	15 080

Fonds « Chambers Building »

Tel qu'indiqué dans le bail foncier du 40, rue Elgin (l'édifice Chambers), ce fonds administré par la CCN provient de contributions de l'ancien locataire et a pour objectif de financer l'apport d'améliorations futures à cet immeuble. Un passif connexe est comptabilisé dans l'état de la situation financière.

5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

	30 juin 2026	31 mars 2026
Revenus de location reportés	17 472	16 837
Revenus de permission d'occuper reportés	3 380	2 396
Crédits parlementaires pour diverses initiatives	12 016	11 436
Revenus reportés pour la construction de monuments	8 057	7 166
Autres revenus reportés	5 856	5 779
	46 781	43 614

Les revenus de location reportés incluent la location d'un terrain commercial pour une période de 99 ans au montant de 8,6 millions de dollars (8,7 millions au 31 mars 2026) et qui se terminera en 2125. Cette initiative s'inscrit dans le Plan fédéral des terrains publics pour des logements. De plus, les revenus de location reportés correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de quatre différents baux de location de terrains. Ce montant s'élève à 7,3 millions de dollars (7,4 millions au 31 mars 2026). La valeur actualisée pour les contrats en cours a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,0 %, 4,27 %, 6,01 % et 6,5 %. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2075.

Les crédits parlementaires pour diverses initiatives de 12,0 millions de dollars (11,4 millions au 31 mars 2026) correspondent principalement au projet TramGo, et les revenus reportés pour la construction de monuments de 8,1 millions de dollars (7,2 millions

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2026 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

au 31 mars 2026) correspondent principalement à une contribution d'Anciens Combattants Canada de 3,2 millions de dollars (3,3 millions au 31 mars 2026) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici la fin 2028-2029 et une contribution d'Affaires Mondiales Canada de 3,7 millions de dollars (2,7 millions au 31 mars 2026) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici la fin 2026-2027.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2026 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6. Immobilisations corporelles

	COÛT				AMORTISSEMENT CUMULÉ				VALEUR COMPTABLE NETTE	
	Solde d'ouverture	Acquisitions/Ajustements	Dispositions	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/Ajustements	Solde de fermeture	30 juin 2026	31 mars 2026
Terrains ¹	416 123	1 249	7	417 365	-	-	-	-	417 365	416 123
Immeubles et infrastructures ²	1 303 985	23 600	73	1 327 512	573 555	7 003	73	580 485	747 027	730 430
Améliorations locatives	15 951	946	-	16 897	13 310	41	-	13 351	3 546	2 641
Matériel ²	27 980	1 480	131	29 329	21 165	174	122	21 217	8 112	6 815
	1 764 039	27 275	211	1 791 103	608 030	7 218	195	615 053	1 176 050	1 156 009

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2026) d'expropriation foncière non réglée.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures, et matériel incluent 178,0 millions de dollars (151,9 millions au 31 mars 2026) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2026 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

	Budget annuel (note 2)	30 juin 2026	30 juin 2025
Biens et services	88 266	15 414	16 072
Salaires et avantages sociaux	62 159	15 588	16 825
Amortissement	27 982	7 218	6 565
Paievements en remplacement d'impôts	14 192	3 363	3 253
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	9	-
	192 599	41 592	42 715

Pour la période close le 30 juin 2026, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments, acquis ou construits par la CCN, représentaient 0,4 million de dollars (1,8 million au 30 juin 2025). Ceux-ci sont comptabilisés comme charges au poste « Biens et services ».

8. Crédits parlementaires

	30 juin 2026	30 juin 2025
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation¹		
Montant reçu durant la période	4 463	32 143
Montant reçu pour l'exercice précédent	(4 463)	(1 184)
Montant à recevoir à la fin de la période	34 443	-
Montant différé de l'exercice précédent	436	150
Montant différé à la période suivante	(926)	(9 738)
	33 953	21 371
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles²		
Montant reçu durant la période	16 450	20 951
Montant reçu pour l'exercice précédent	(16 450)	-
Montant à recevoir à la fin de la période	29 999	-
Montant différé de l'exercice précédent	-	5 415
	29 999	26 366
Crédits parlementaires approuvés et constatés au cours de la période	63 952	47 737

1. En date du 30 juin 2026 et 2025, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2027 et 2026 totalisaient 87,1 millions et 96,0 millions de dollars respectivement.

2. En date du 30 juin 2026 et 2025, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2027 et 2026 totalisaient 74,9 millions et 83,8 millions de dollars respectivement.